



## LA FINANCE DURABLE MISE À L'HONNEUR : RENOUVEAU MÉDIATIQUE IMPULSÉ PAR LE PROGRAMME DE REFINANCEMENT DE LA COP26.

Novembre 2021

*La finance durable, thème de plus en plus populaire qui semble prendre de l'ampleur médiatique tout en paraissant être abordé en surface uniquement (par rapport à son importance vis-à-vis des différentes problématiques socio-environnementales), est actuellement sous les feux des projecteurs avec le déroulement de la COP26 du 1<sup>er</sup> au 12 novembre 2021 à Glasgow. Cette édition se focalise sur le « Programme de refinancement privé de la COP26 », amené par l'ancien gouverneur de la Banque Centrale d'Angleterre et parrain de la COP26, Mark Carney.*

### Enjeux et Problématiques soulevées.

Comme à son habitude, la 26<sup>ème</sup> Conférence de l'Organisation des Nations Unies sur le climat réunit la majorité des pays du globe, cependant, les grands Etats sont souvent critiqués pour leur **inaction** relativement à leurs nombreux discours et conférences ; cette fois-ci, la COP26 fait entrer en jeu la finance mondiale pour traiter au mieux les enjeux climatiques actuels. **L'objectif est double : mobiliser fortement** le secteur financier contre le dérèglement climatique – pour faire profiter son extraordinaire capacité de déplacement de flux financiers massifs entre diverses industries à la résolution du problème – mais aussi **crédibiliser** l'engagement des grandes institutions internationales à travers celui du secteur économique le plus puissant et le plus efficace qui soit, le secteur financier. Ce dernier point permettrait de profiter d'une impulsion médiatique de haute volée et forcerait à porter un regard plus sérieux sur l'importance de la transition vers une économie durable.

Au niveau des chiffres attendus pour son initiative, la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ), Mark Carney frappe fort : l'alliance réunit plus de 450 établissements financiers de 45 pays représentant 130 000 Md \$ d'actifs. Cette initiative est supervisée par l'ONU et a pour but de déplacer continuellement des flux

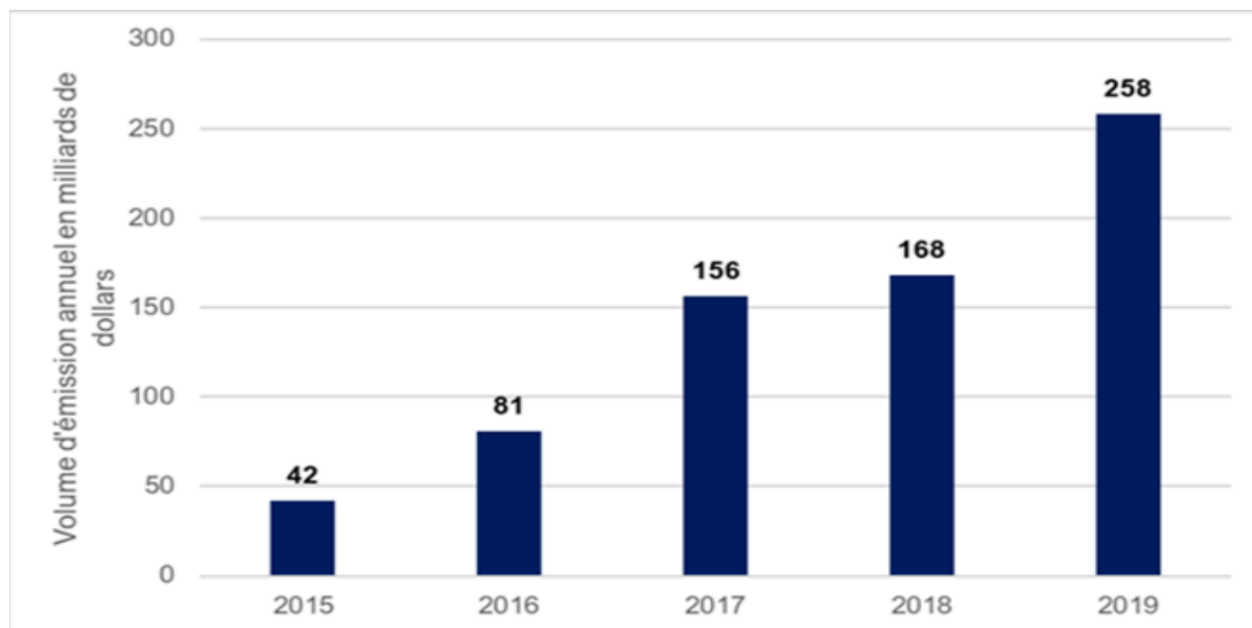
financiers massifs des industries polluantes vers les industries participant à la mise en place d'une économie durable. Cette alliance financière a connu une **progression phénoménale** courant 2021, année de sa création – passant de 70 000 Md \$ en avril aux 130 000 Md \$ actuels (progression de +85%) – ce qui s'explique par l'anticipation de la fameuse COP26 qui se rapprochait alors de plus en plus. En plus d'être spectaculaire, cette progression est **significative** : dans le cadre de la finance durable, il fait consensus que l'objectif recherché de zéro émission nette de carbone au cours des 3 prochaines décennies requiert une masse financière d'environ **100 000 Md \$**, somme donc maintenant atteinte par la GFANZ. Cette mobilisation pourra à terme forcer les entreprises, qui jusque-là avaient fondé leur modèle économique sur des critères uniquement financiers, à le modifier pour y intégrer des critères écologiques et sociaux ; en effet, de tels déplacements de flux financiers forment un bras de levier qui, à terme, **asséchera les financements de l'ancien paradigme économique**, ce qui l'affaiblira considérablement, permettant ainsi la transition.

### Lacunes du projet et scepticisme des grandes instances internationales.

Alors que les chiffres présentés par l'initiative de Mark Carney semblent porteurs d'une confiance sans faille quant à la capacité financière soutenant le projet en question, une certaine **asymétrie** régnant dans les secteurs énergétiques financés par l'industrie financière vient **discréditer** le bien fondé du projet : l'industrie financière qui semble s'engager dans la lutte contre le dérèglement climatique continue de **financer (en masse) les énergies fossiles**, ce qui révélerait un manque d'engagement des acteurs non étatiques. Une nouvelle qui serait dramatique pour le projet car ses signataires, comprenant de diverses banques, assureurs, et gestionnaires d'actifs, se sont engagés à atteindre la neutralité carbone en 2050, conformément aux Accords de Paris.

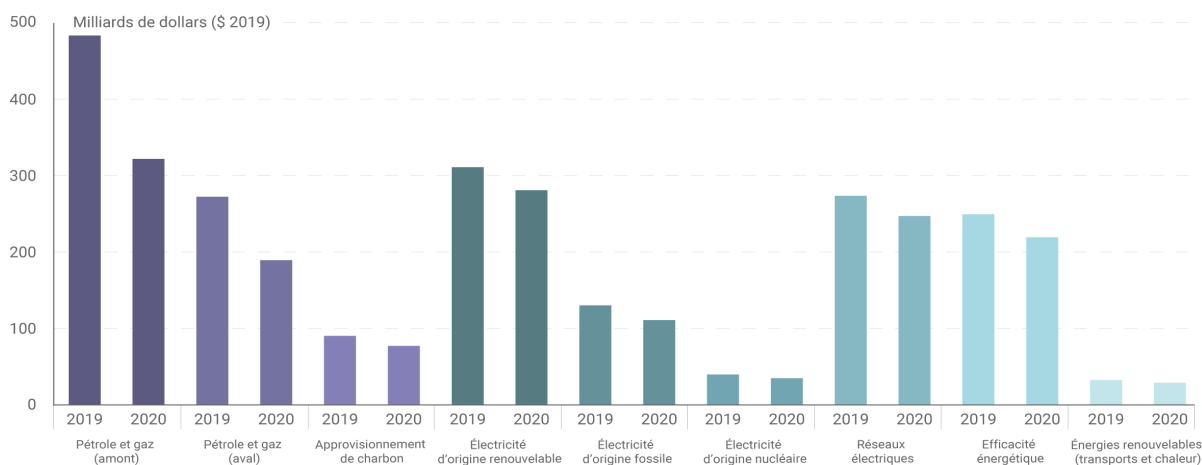
De plus, on ressent un **certain manque de clarté** – sûrement voulu – à travers certains mots clefs de l'intitulé du projet, tel que le « net zéro » d'émission de carbone. Ce qui permet aux entreprises et institutions financières concernées de manipuler leur bilan final pour sublimer leur engagement sans aucune possibilité de vérifier leur réelle implication dans la cause. Ces termes sont considérés comme fumeux par certaines ONG du secteur de la finance durable comme Reclaim Finance, dont Lucie Pinson, un des membres, a qualifié les promesses climatiques **faites de paroles en l'air**, et apporte la même critique souvent infligée aux gouvernements, celle de l'absence de réductions significatives des financements des énergies fossiles. En outre, si l'engagement des différents signataires de l'initiative est reconnu – quoique méfié car non vraisemblablement estimable de manière précise – celui-ci est gâché par l'augmentation de leurs financements aux hydrocarbures, comme le souligne l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution qui supervise le secteur : les

institutions financières françaises ont financé les hydrocarbures à hauteur de 146 Md € en 2015 contre 174 Md € en 2020.



### Évolution du volume annuel d'émissions d'obligations vertes.

#### **Monde** Les investissements dans l'énergie par secteur



Source : World Energy Investment 2020, AIE.

### Évolution des investissements dans le secteur énergétique entre 2019 et 2020.

On constate à travers ces 2 graphes que l'industrie financière agit fortement pour la « finance verte » avec l'essor des *green bonds* (obligations vertes), dont **le volume annuel d'émissions a augmenté de plus de 500%** entre 2015 et 2019.

Ces obligations diffèrent des plus classiques par l'engagement de leur émetteur quant à l'utilisation des liquidités empruntées : généralement, une entreprise distribuant un titre de créance « certifié vert » va s'engager à utiliser ces fonds pour financer un projet RSE *friendly*. Cependant, au même moment **l'industrie financière mondiale affiche des chiffres records concernant les investissements ciblant le secteur des hydrocarbures** (la période 2015-2019 est historiquement la période où ce type d'investissement est le plus conséquent). De plus, la chute de ces chiffres en 2020 n'est pas significatrice d'un retournement de tendance puisqu'elle découle de la crise Covid-19 qui a impacté à la baisse les investissements de tous les secteurs primaires et secondaires. Enfin, même si la somme investie dans l'électricité provenant des énergies renouvelables est 2 fois supérieure à celle allouée à l'électricité d'origine fossile, cela découle du prix exorbitant de la plupart des énergies renouvelables relativement à la quantité produite (d'où le fait que l'électricité nucléaire soit aussi peu chère et que le graphe laisse à penser que les investissements dans l'électricité nucléaire sont très faibles : **il faudrait plus de 4000 éoliennes pour remplacer Fessenheim** par exemple, en les entretenant comme si elles tournaient à plein régime tout le temps alors qu'elles ne le font que 2000 heures par an) mais aussi des nombreuses subventions que les énergies « vertes » reçoivent. Dès lors, en sachant que les énergies vertes ne fournissent que de l'électricité et que de nombreux appareils industriels ne fonctionnent pas encore électriquement (ce qui explique les gros investissements dans les énergies fossiles), l'investissement dans l'électricité renouvelable paraît beaucoup moins impressionnant...

En somme, les fonds réunis par la GFANZ sont impressionnants et se placent en moteur d'une éventuelle transition économique, mais le manque de contrôle et de main mise sur les activités générales de l'industrie financière en sont les freins.

### Horizons et Influence de cette initiative sur la finance durable.

Malgré un bilan des courses pour l'instant **décevant** relativement aux engagements réalisés, cette initiative a permis sinon de lancer la transition globalisée vers l'économie durable du moins de la remettre au centre du débat, ce qui devrait **galvaniser les acteurs non étatiques** de l'économie et les pousser à agir. En effet, se traduit comme influence de l'initiative la montée du financement de la transition, qui aide les entreprises dégageant beaucoup de carbone à adopter un modèle d'entreprise à faible intensité en carbone, les aidant alors à survivre dans un monde

à faible émissions de carbone. Ce financement est une sorte de **complémentaire** à un éventuel financement vert dont ces entreprises ne peuvent pas profiter.

On peut néanmoins regretter le fait qu'encore une fois, cette COP26 a **centralisé la problématique des émissions de carbone dans son projet de financement**, réduisant ainsi la finance durable à la finance pour la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, **délaissant** par ce biais les autres critères écologiques mais aussi sociaux de la finance durable. En définitive, il est à craindre que **l'engouement médiatique** amené par la COP26 ne soit que le résultat d'un coup de com' écologique (instrumentaliser les émissions de carbone pour y orienter leur discours et ainsi éviter les complexités du sujet) qui permet aux acteurs concernés d'afficher publiquement un engagement écologique certain sans entraver leur modèle économique de développement. Cette nouvelle impulsion médiatique qu'apporte la COP26 est donc à **double tranchant** : elle permet d'attirer l'attention sur ce thème important mais informe mal les intéressés par la suite.